



LE 22 MAI 2014,

Manifestons pour une réforme de progrès

Dans les prochaines semaines va se jouer l'avenir d'une des dernières grandes entreprises nationales 100% publiques : la SNCF.

La SNCF n'en est pas à sa première réforme d'envergure. Celle de 1997 avec la création de RFF fut la moins glorieuse.

La CGT alertait : « C'est une aberration de séparer la roue du rail ». Nous affirmions que rien n'obligeait à séparer le gestionnaire de l'infrastructure de la SNCF.

17 ans après, tout le monde reconnaît l'analyse de la CGT...

La CGT disait : « Ce sont les cheminots qui vont payer la dette, mais elle va également peser sur la qualité du transport et sur la maintenance du réseau ».

Force est de constater que les 1,7G€ d'intérêts versés chaque année aux banques sont financés sur le dos des cheminots. 1/7ème du temps de travail des cheminots sert à financer les banques et le réseau n'a eu de cesse de se dégrader.

Une nouvelle réforme du système ferroviaire est nécessaire pour réparer les errements de ces dernières années qui ont été préjudiciables au développement du service public ferroviaire.

Une réforme, oui, mais pas n'importe laquelle : une réforme de progrès social qui contribue à un réel développement du ferroviaire (voyageurs et fret) permettant de répondre aux besoins de la Nation.

Tout le contraire du projet de réforme du Gouvernement qui prépare, sous couvert de l'ouverture à la concurrence, la casse pure et simple de l'entreprise publique SNCF et du statut des cheminots.

Si un simple retour à 1997 ne peut être possible, en revanche, réunifier la SNCF et RFF au sein d'une même entreprise publique la SNCF est indispensable. C'est en plus tout à fait compatible avec les règles en vigueur si l'on prend la précaution de confier la tarification, la répartition et l'attribution des sillons à un service indépendant rattaché à l'Etat.

Le vote en 1ère lecture du 4ème paquet ferroviaire légitime encore plus la proposition alternative faite par la CGT.

Au-delà de la gouvernance du système ferroviaire, la question du financement du ferroviaire est cruciale pour son avenir.

Le système est financé nous disent-ils. Faux !! Il ne peut être dans l'état actuel de la dette qu'au mieux stabilisé. Et encore à quel prix ! Le prix d'une productivité des cheminots (suppressions massives d'emplois, pressions sur les salaires et déroulements de carrière, la santé, les conditions de vie et de travail, les droits sociaux des cheminots...), l'augmentation des péages, la rationalisation de l'offre ferroviaire et la baisse de la qualité et de la sécurité.

La CGT refuse de renvoyer aux cheminots le règlement de la dette. D'ailleurs, la suppression de tous les cheminots ne suffirait pas à la régler.

La CGT l'affirme et le démontre dans sa proposition alternative « la voie du service public » : l'Etat doit et surtout peut assumer sa responsabilité d'aménageur du territoire en reprenant la dette du système ferroviaire qui lui est imputable et en assurant les financements nécessaires à la régénération et au développement du réseau.

L'Allemagne l'a fait en son temps ! La France peut le faire à condition d'imprimer un vrai changement de politique économique et sociale, à l'opposé de l'accélération de l'austérité prônée par le nouveau Premier Ministre.

L'argent de l'impôt doit permettre d'améliorer les outils de cohésion sociale que sont la sécurité sociale, les collectivités et les services publics, comme la SNCF, leur permettre de mieux répondre aux besoins de tous, plutôt que de nourrir la crise pour appauvrir les populations et enrichir encore et toujours les plus riches.

Le projet de loi gouvernemental, qui devrait être débattu au Parlement dès le 16 juin, est donc inacceptable.

Ce projet de réforme du système ferroviaire est d'ailleurs fortement et massivement contesté par les cheminots. Les nombreuses mobilisations locales, régionales et nationales depuis 2 ans le démontrent.

Le vote des cheminots du 20 mars 2014 qui, à 75%, ont porté leur voix sur les organisations syndicales qui proposent une autre réforme et qui en appellent à leur intervention, le confirme.

ÇA SUFFIT !

La CGT exige une autre réforme ferroviaire permettant l'amélioration du service public autour d'une entreprise intégrée : la SNCF et la mise en commun de ses moyens humains et matériels au service de toutes les activités.

Sur le terrain social, il faut ouvrir des négociations salariales et procéder à des augmentations générales significatives avec une première augmentation de 6%. Il faut embaucher au statut le nombre nécessaire de cheminots afin d'assurer dans de bonnes conditions les charges de travail, réintégrer dans l'EPIC SNCF les activités externalisées et améliorer les conditions de travail. Cela passe bien entendu par l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois programmées dans le budget 2014. Il faut améliorer nos droits en termes de protection sociale et de retraites en revenant sur l'ensemble des réformes depuis 2003.

Enfin, il faut prendre des mesures permettant d'améliorer nos facilités de circulation.

Les moyens existent au niveau du Gouvernement et de la Direction de la SNCF pour satisfaire ces exigences.

Le 22 mai 2014, les Fédérations CGT – UNSA – SUD-Rail appellent les cheminots actifs et retraités à manifester à Paris pour imposer une autre réforme du ferroviaire, un autre avenir de la SNCF sur le terrain économique et social.

**NOUS SOMMES UNE FORCE INCONTOURNABLE,
TOUS ENSEMBLE,
POUR NOTRE AVENIR, AGISSONS !**